

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 24 (1932)
Heft: 11-12

Artikel: Le niveau des salaires et la crise économique
Autor: Lauterbach, Albert
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-383882>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le niveau des salaires et la crise économique.

Par le Dr *Albert Lauterbach*, Vienne.

La gravité et la continuité sans pareilles de la crise économique mondiale a fortement accru dans chaque pays le besoin général d'une activité économique et politique. Si, dans maintes crises antérieures, on s'est tranquilisé par la pensée, qu'après quelque attente, un nouvel essor interviendrait de soi-même, aujourd'hui, surtout dans le prolétariat, la foi à l'automatisme du changement de la conjoncture capitaliste est profondément ébranlée; comme jamais auparavant, les contradictions du capitalisme ne se sont manifestées aussi clairement aux masses — elles voient des machines, qui sont de véritables chefs-d'œuvre, se rouiller peu à peu; d'un côté, elles voient d'immenses réserves de marchandises, et, de l'autre, une misère sans pareille. Tout ce qui est nécessaire à assurer un cours normal économique, existe: fabriques, machines, matières premières, main-d'œuvre, et même un fort besoin de marchandises; mais le capitalisme ne sait pas les ajuster correctement. Involontairement, l'ouvrier se demande si une simple augmentation des salaires et, par conséquent, du pouvoir d'achat des masses, sous forme d'une diminution de la durée du travail, ne suffirait pas à vaincre cette contradiction.

Des salaires trop hauts?

Du côté des représentants du capitalisme, la majeure partie, sans doute, n'en est pas encore arrivée à se poser de telles questions. Voici un phénomène véritablement paradoxal; depuis longtemps, le capitalisme a *pratiquement* abandonné les principes libéraux du libre jeu des forces économiques; depuis longtemps il est revenu, dans sa politique économique, au protectionnisme, au cartel, à la subvention d'Etat; mais dans les organisations patronales, dans une grande partie de la presse bourgeoise et aussi de la science économique, on maintient avec peine l'apparence du libéralisme. On s'indigne sur les droits de douane... des autres, et on les revendique dans son propre pays; on considère avec scepticisme les cartels et... on s'y enrôle.

Mais il y a un chapitre de la politique économique sur lequel l'abstention du libéralisme devient un véritable malaise: *la question des salaires*. A chaque instant, on entend exprimer cette idée que la crise est due aux « frais de production par trop élevés »; idée par laquelle, dans les neuf dixièmes des cas, il faut comprendre un niveau de salaires trop élevé. De même, les lamentations sur les « charges sociales » visent avant tout l'influence sur les salaires de la politique sociale; presque partout, les contributions patronales ne jouent qu'un modeste rôle dans les frais de production. La protection ouvrière par la politique sociale —

avant tout l'assurance-chômage — a cependant pour effet d'empêcher une dépression des salaires au-dessous d'un certain niveau.

Mais qu'appelle-t-on un salaire trop haut? Si l'on fait abstraction de la légende du « luxe » des ouvriers qui revient encore occasionnellement sur le tapis, on ne peut comprendre sous ce terme qu'un salaire trop haut comparativement au *niveau des prix*, ou plutôt comparativement au *rapport* (l'argument connu de la « capacité de concurrence » à l'étranger n'entre pas théoriquement en considération, déjà parce que dans chaque pays — même si le niveau des salaires y est au plus bas — cet argument est émis). Donc il est indiscutable, du point de vue capitaliste, que chaque crise représente simplement une non-rentabilité des entreprises, donc un déséquilibre entre les frais et les prix; mais, premièrement, ce n'est pas l'augmentation des frais, mais la dépression des prix qui est coupable de ce déséquilibre; deuxièmement, il sera prouvé que, dans le mouvement de l'évolution capitaliste, la participation des salaires aux frais de production diminue toujours davantage; troisièmement, cette conception néglige ce fait que les frais découlant des salaires se rattachent obligatoirement, de n'importe quelle manière, au « pouvoir d'achat », donc à la demande; et quatrièmement, les pays ayant les salaires les plus bas (comme par exemple les Etats fascistes, l'Italie et la Pologne) appartiennent en même temps aux pays qui se ressentent le plus durement de la crise.

Cela devient monotone de toujours répéter ces choses; mais d'une part, les arguments capitalistes au sujet des salaires sont toujours les mêmes, et d'autre part, la connaissance de cette liaison est nécessaire pour éviter la partialité dans la « théorie des hauts salaires ».

Des salaires trop bas?

La conception inverse dit: si le revenu des masses est insuffisant pour acheter des marchandises, il faut le relever en proportion. Par conséquent, les salaires doivent être augmentés jusqu'à ce qu'ils aient atteint un niveau normal.

Sous cette forme — qui n'est pas peu répandue — la doctrine des hauts salaires est pour le moins partielle et on discrédite le poids des arguments scientifiques pour les hauts salaires, si on les défend de cette manière. Car ici non plus les rapports ne sont pas si simples. Tout d'abord, le salaire n'est pas seulement le revenu du consommateur, mais aussi un facteur de frais pour l'entrepreneur, et celui-ci juge nécessairement — c'est précisément le défaut principal du système capitaliste — d'après des points de vue d'*économie privée*; il fermerait donc son entreprise en cas de non-rentabilité, même si celle-ci était encore justifiée du point de vue de l'*économie générale* (par l'augmentation du pouvoir d'achat des masses). Déjà pour cette raison, nous remarquons que l'on ne peut pas sans inconvénient mettre sur le même pied des arguments aussi convaincants pour un niveau élevé et durable des salaires

pendant chaque phase de la conjoncture et la possibilité d'un relèvement immédiat de ce niveau. Finalement, il ne faut pas non plus oublier que, pour une série de branches économiques entières (industrie moyenne de production), les salariés, au moins comme consommateurs directs, n'entrent pas en considération, et que, dans la plupart des pays, en dehors des ouvriers, il y a encore des couches importantes de la population dont le pouvoir d'achat total ne joue pas non plus un petit rôle (paysans, petits bourgeois, fonctionnaires).

Ces réserves faites, nous constatons qu'un sentiment extrêmement juste du côté des ouvriers est à la base du motif d'*économie publique* de la revendication des hauts salaires. Ici se présente un des cas dans lesquels l'intérêt immédiat de la classe ouvrière ascendante coïncide dans une forte mesure avec les buts nécessaires de toute la société. Justement la doctrine marxiste et son application par la *théorie de la disproportion*, spécialement par *Emile Lederer*, a montré comment la pression capitaliste sur les salaires avec l'idéologie correspondante de la classe capitaliste, conduit nécessairement à des troubles renaissant régulièrement dans le mécanisme économique capitaliste.

La disproportion de la formation du revenu.

Chaque période conjoncturelle s'identifie avec une extension de la production, à l'aide d'une utilisation croissante de l'appareil de crédit. Cette extension de la production dépend d'un *niveau des prix ascendant*. Mais les prix des différentes sortes de marchandises n'augmentent pas pareillement; ou plutôt la conjoncture produit continuellement un *désajustement des prix*. Certains prix (particulièrement ceux des matières premières) augmentent spécialement vite pendant la conjoncture; les prix de la marchandise terminée montent déjà beaucoup moins rapidement, et les cours des valeurs à taux ferme montent le plus lentement ou même pas du tout.

A côté de cette évolution inégale des prix des marchandises et conditionnés par elle les revenus augmentent aussi, pendant la conjoncture, à un rythme très inégal. Dans la règle, au point de vue absolu, tout augmente, mais les revenus des patrons augmentent infiniment plus vite que les salaires, et ceux-ci plus rapidement que les traitements fixes et les rentes. Les raisons de ce retardement sont de différente nature: d'une part, il y a l'idée que l'augmentation des prix, le « renchérissement », qui distingue chaque conjoncture, diminuera bientôt; d'autre part, il y a les raisons découlant de la technique du marché; mais en premier lieu, il y a la caractéristique qui, en regard de tous les autres biens économiques, est propre au *travail*; cette caractéristique est l'unique dynamique, qui dans le mouvement productif est la seule qui exécute, la seule qui est ajoutée aux produits et qui, au fond, est la seule élastique; mais, d'autre part, il y a aussi l'unique marchandise dont l'offre ne s'ajuste que pour une minime partie

à la demande, parce que les responsables du travail, dans la règle, n'ont rien à offrir en dehors d'elle (armée de réserve industrielle).

Ce retardement des salaires en regard du revenu des patrons trouve son expression dans le retardement relatif de l'augmentation de la production dans l'*industrie des produits de consommation* en comparaison de l'*industrie des moyens de production*. Car le revenu des ouvriers est en majeure partie destiné à l'achat de produits de consommation; celui des patrons, par contre, est destiné à des investissements, donc à l'achat de moyens de production. Chaque période conjoncturelle signifie donc une extension relativement forte de l'industrie des moyens de production par rapport à l'industrie des produits de consommation (rationalisation). Et enfin le moment arrive toujours où cette disproportion s'exprime par la *crise*. Elle signifie, sous tous les rapports, un développement inversement disproportionné à celui de la conjoncture; dans la crise, les prix des moyens de production tout d'abord, et les revenus des patrons dégringolent *relativement* (dans l'absolu pas toujours) très rapidement. Pour les ouvriers, c'est sans doute une très maigre consolation que les salaires, pendant la crise, se maintiennent *relativement* mieux; car ici le plus souvent une faible dépression *absolue* s'identifie avec un amoindrissement considérable des conditions de vie des ouvriers, et de plus le spectre du chômage hante chaque ouvrier.

De cette manière, la vieille théorie du niveau descendant des salaires reçoit une nouvelle expression: à cette tendance historique vient encore s'ajouter la dépression périodique du niveau des salaires dans chaque période conjoncturelle. On pourrait encore poser cette question: Comment est-il possible que le cercle vicieux de la crise (non-rentabilité — chômage — baisse du pouvoir d'achat — arrêt de la vente — nouveau chômage) ne se soit pas prolongé à l'infini dans les crises antérieures? Lederer impute ce fait avant tout aux revenus des milieux *précapitalistes* qui sont en partie indépendants de l'évolution de la conjoncture capitaliste. Mais cet argument n'est que partiellement juste même en Europe; et, en Amérique, il n'y a presque pas de milieux *précapitalistes*. L'impulsion donnée de la part des petits taux d'intérêt pendant la crise devrait être plus importante; il est vrai que cet automatisme fonctionne toujours plus mal. C'est pour des raisons analogues que le capitalisme n'est pas parvenu à se confiner dans une conjoncture éternellement haute, bien que d'aucuns, il y a quelques années à peine, aient eu une foi absolue dans « les phénomènes économiques de l'Amérique ». Du reste la fermeture de nouveaux débouchés et des possibilités technologiques joue aussi un rôle décisif.

L'augmentation des salaires, mesure de défense contre les crises?

Il est facile alors de se demander si une politique économique méthodique ne pourrait pas accomplir ce que l'automatisme de

l'économie capitaliste ne peut pas faire. Si les augmentations de salaires pendant la *crise* s'achoppent déjà aux difficultés mentionnées, il devrait être cependant possible pendant la *conjoncture* d'augmenter les salaires de façon suffisante pour éviter cette disproportion. Oui, on pourrait même en venir à cette idée que cette application de la politique des salaires des syndicats devrait être soutenue même par les patrons raisonnables, puisqu'elle agit manifestement contre la crise.

Mais la particularité diabolique du système capitaliste gît justement dans ce fait que ses défauts constitutifs, reconnus au sein de son cadre même, ne peuvent pas être supprimés sans que l'édifice entier soit ébranlé. Cette disproportion, ce retardement relatif des salaires sur les gains des patrons, forme précisément la condition indispensable de l'accumulation des capitaux et, par conséquent, de l'extension de la production, donc de ce que nous appelons *conjoncture*. Si les syndicats, en usant de leur influence ou même en persuadant les patrons, réussissaient à augmenter les salaires dans la même mesure et sur le même rythme que les prix des marchandises, l'accumulation des capitaux par les entrepreneurs et, par conséquent, la « *conjoncture* » serait rendue impossible.

Outre que même si un patron particulièrement clairvoyant voulait augmenter ses salaires dans la mesure indiquée (ce qui est peu vraisemblable, déjà pour des raisons de psychologie soziale), il ne pourrait pas le faire (abstraction faite de rares cas particuliers). Le patron isolé agit très justement, du point de vue de l'économie privée, lorsqu'il s'efforce constamment de réduire ses salaires (comme tous les frais de production); s'il ne le faisait pas, il mettrait en danger son accumulation individuelle de capitaux et, par conséquent, dans la lutte pour la concurrence capitaliste, il aurait choisi la plus brève.

C'est pour des raisons semblables, que la voie d'une exploitation méthodique pendant la crise de l'industrie des produits de consommation n'est praticable que dans une mesure limitée; cette voie ne serait accessible jusqu'à la suppression de la disproportion que par une augmentation simultanée des salaires — impossible dans le capitalisme — dans la mesure indiquée.

Pas de charlatanisme!

Sans doute, l'objection qu'une augmentation des salaires ne signifierait qu'un *déplacement* du pouvoir d'achat des entrepreneurs en faveur des ouvriers, n'est pas juste; car ce déplacement est en même temps un changement dans la *direction* de la demande; il accroît la demande des produits de consommation, il diminue la demande des moyens de production et agit ainsi contre l'extension de la *conjoncture* ou plutôt de la crise. Le célèbre argument de « l'arrêt de la formation des capitaux » ne réussit

plus non plus à nous émouvoir; car nous avons déjà vu que les crises ne proviennent que de la trop forte pénétration de la soi-disant formation des capitaux dans la conjoncture. En effet, une crise n'est rien d'autre qu'un grandiose anéantissement du capital qui compense la disproportion. Il s'agit pour le moins de savoir dans quelle sphère économique a lieu la formation du capital. Précisément pendant la crise, il est nécessaire d'accélérer le passage du mal par l'extension de la production des marchandises de consommation (par exemple au moyen des travaux d'urgence). Par contre, il est vain de provoquer des *symptômes* de conjoncture rien que par l'extension du crédit sans une augmentation correspondante de la consommation, sans pouvoir faire naître la conjoncture elle-même (en quoi, il ne s'agit en aucun cas de défendre le fétichisme de l'or).

Il n'est pas permis non plus de se tromper sur le fait que, même avec la suppression (imaginable en théorie seulement) de cette disproportion dans la formation du revenu, une élasticité suffisante de l'économie capitaliste serait possible. Il est vrai que, dans le cours de l'évolution capitaliste, l'importance sociale de la classe ouvrière, de même que l'industrialisation, augmente constamment; mais l'importance du capital stable augmente infiniment plus rapidement que celle du capital variable, l'importance de la participation aux frais de l'ouvrage terminé plus que celle de l'ouvrage encore à faire; l'importance des frais des machines, bâtiments, installations de transports existant augmente plus que celle des salaires. (C'est pourquoi même pour le cas où la théorie des salaires était juste pour de nombreuses branches économiques, la crise ne serait pas supprimée même avec le travail *gratuit*.)

La lutte pour l'économie dirigée.

Il en résulte donc le tableau suivant: le capitalisme détruit effectivement — l'instinct du prolétariat le lui dit très justement — en tout temps d'économie « normale », en toute période conjoncturelle, son propre bien-être, par ce fait qu'il ne laisse pas participer l'ouvrier dans une mesure correspondante à l'accroissement de la production sociale. Mais cette caractéristique du capitalisme peut, il est vrai, être adoucie par la lutte syndicale, mais non supprimée, aussi longtemps que le système capitaliste ne sera pas supprimé entièrement. C'est pourquoi l'illusion du « fordisme » en Amérique devait aussi s'écrouler — même si elle n'avait pas été seulement un trompe-l'œil — comme l'illusion des bas salaires en Europe et dans les colonies.

Il faut donc savoir se servir prudemment des arguments d'économie publique pour les hauts salaires. De même les plus justes de ces arguments ne peuvent être mis en valeur que dans une mesure très limitée dans un système orienté vers l'économie *privée*. Heureusement, il y a d'autres arguments et d'irréfutables: l'influence d'un niveau d'existence plus élevé sur le *rendement* de

l'ouvrier, mais avant tout le droit du prolétaire à une *existence digne d'un homme*, aux conquêtes de la culture et de la civilisation, que le capitalisme ne lui a jamais données de son propre chef.

Mais au delà de ce but immédiat, toute lutte sérieuse contre la crise doit en premier lieu viser la suppression de la *cause constante* de la disproportion dans la formation du revenu: le désaccord entre l'effort d'économie privée du patron et les nécessités de l'économie publique. Seul un système économique faisant abstraction des raisons d'économie privée et de l'intérêt de la « rentabilité » du patron particulier, un système qui, d'après des points de vue d'économie générale évitera ou aplanira les inégalités dans le mouvement productif et dans la formation du capital, pourra garantir une économie débarrassée durablement des crises: ce sera seulement un système d'économie dirigée profitable à la collectivité.

Quelques renseignements bibliographiques: *Emil Lederer*, Konjunktur und Krisen. Im « Grundriss der Sozialökonomik », vol. IV; *Emil Lederer*, Zur Morphologie der Krisen. In « Die Wirtschaftstheorie der Gegenwart », vol. IV; *Natalie Moszowska*, Das Marxsche System, pages 120 et suiv.; *Rudolf Hilferding*, Das Finanzkapital, pages 297 et suiv.; *Karl Massar*, Die volkswirtschaftliche Funktion hoher Löhne; *Jakob Marschak*, Die Lohndiskussion.

La justice sociale, condition de l'équilibre économique.

Par *Henri Fuss*, Genève.

Il est devenu banal de ramener la crise économique mondiale à deux catégories de facteurs, les uns structurels, les autres conjoncturels.

La crise structurelle est issue de la guerre et du bouleversement apporté par celle-ci dans les relations économiques internationales. Cette crise dure depuis bientôt 14 ans que prit fin l'horrible drame. Elle durera aussi longtemps que les États se feront les défenseurs d'intérêts capitalistes particuliers et ajouteront aux compétitions privées leurs rivalités nationales, aussi longtemps que ces rivalités s'exprimeront par des luttes douanières qui mettent le commerce international en état permanent d'instabilité, aussi longtemps que ce commerce international n'aura pas été monopolisé par chaque État (en commençant par les matières fondamentales) et que, simultanément, aux méfiances réciproques n'aura pas succédé une volonté sincère de collaboration, aussi longtemps enfin que les peuples n'auront pas mis dans la formule « Société des Nations » un contenu substantiel et ne se seront pas garantis les uns aux autres, par le désarmement militaire et économique, une paix véritable.